

Le supportérisme comme mouvement social

Action collective supportériste et référentiel dominant d'action publique en Europe
Le cas du *Progetto ultrà* de Bologne en Italie

Jean-Charles Basson, Ludovic Lestrelin

Jean-Charles Basson, politiste, est maître de conférences, chercheur au Laboratoire *Sports, Organisations, Identités* (EA 3690), chercheur associé au *Laboratoire des Sciences Sociales du Politique* (LaSSP, EA 4175) de l'Institut d'études politiques de Toulouse et coresponsable du master 2 « Sport et action publique » de l'Université Paul Sabatier-Toulouse III, France.

Ludovic Lestrelin, sociologue, est maître de conférences et chercheur au Laboratoire *Information, Organisation & Action* (EA 4260) de l'Université de Caen Basse-Normandie, France.

Le dimanche 24 octobre 2010, les supporters du club italien de Parme ont fait la grève des encouragements. Recevant l'AS Roma à 12h30, ils ont englouti un *panino* à l'entrée des équipes sur le terrain et ont déroulé une bâche sur laquelle on pouvait lire : « On ne chante pas la bouche pleine ! »¹. Protestant contre l'heure inhabituelle de la programmation par les télévisions du match de leur équipe favorite, ils ont ainsi tenté, sur le mode satirique, de faire entendre leurs revendications. Si le répertoire d'action collective des *ultras* comprend des modalités de représentation, des formes de mobilisation, des registres d'expression et des schémas d'intervention renouvelés (et parfois moins anodins que dans cet exemple dominical et parmesan) lui prêtant les caractéristiques d'un mouvement social balbutiant et désordonné², c'est que le supportérisme fait, en Europe, l'objet d'un encadrement public de plus en plus élaboré. Après une phase d'ajustement, d'agrégation et de coordination de mesures diverses marquées des disparités nationales, un ordre supérieur arrête, aujourd'hui, les grandes orientations des politiques publiques européennes en la matière. Une faiblesse les caractérise néanmoins : elles mésestiment les « bénéficiaires » auxquelles elles sont destinées. En effet, considérés en tant que « cibles », les groupes organisés de supporters sont maintenus aux marges du processus d'élaboration et de mise en œuvre d'une action publique dont ils sont pourtant les premiers « ressortissants » (Warin, 1999). Or, « chaque dispositif d'action publique [...] étant une ressource pour ceux qui parviennent à s'en emparer et à l'utiliser pour leurs propres fins », les acteurs supportéristes entendent s'en saisir et user ainsi de leur « capacité de capture des autorités publiques » (Lascoumes et Le Galès, 2007 : 36)³.

¹ *L'Equipe*, 25 octobre 2010.

² Sur l'analyse des transformations du système européen de représentation des intérêts, voir : Balme, Chabanet et Wright, 2002 ; Greenwood et Aspinwall, 1998.

³ Ce texte constitue une version augmentée de Basson, Lestrelin et Sallé, 2008.

1. L'action publique européenne de contrôle du supportérisme : effets de distorsion

Une approche cognitive des politiques publiques de lutte contre le hooliganisme mises actuellement en œuvre sur le territoire européen permet de dégager « le processus de construction des cadres d'interprétation du monde » qui les anime (Muller, 2000 : 201), ainsi que les effets de distorsion qui les traversent (Basson, 2004).

1.1. La consolidation du référentiel européen d'action publique

Prenant appui sur un référentiel d'action publique partagé, un espace public d'encadrement du supportérisme est en cours de codification à l'échelle européenne. Diversement touchés par un phénomène empruntant des configurations multiples, les pouvoirs publics nationaux l'ont initialement considéré, appréhendé et traité selon des critères politiques, institutionnels ou juridiques variés (Mignon, 1996). Sans nul doute, « [...] le problème se présente[-t-il] différemment en fonction des lignes de fracture propres à chaque pays. En Angleterre, ce sont les inégalités, les disparités sociales et régionales qui comptent ; en Ecosse et en Irlande du Nord, le sectarisme religieux ; en Espagne, les nationalismes en partie fondés sur les différences linguistiques, entre Catalans, Castillans, Galiciens et Basques ; en Italie, les particularismes liés aux villes et peut-être la division Nord-Sud telle qu'elle s'exprime dans la formation de la Ligue du Nord ; enfin, en Allemagne, les relations entre les générations et celles entre l'Est et l'Ouest » (Dunning, 2010 : 189-190)⁴. Toutefois, un principe unificateur implicite joue à plein : le propre du supporter étant d'accompagner son équipe favorite dans tous ses déplacements (il est plus encore sollicité s'il réside « à distance » du club supporté : Lestrelin, Sallé et Basson, 2006 ; Lestrelin et Basson, 2009 ; Lestrelin, 2010), et ainsi de franchir les frontières, l'hétérogénéité originelle des politiques publiques mises en œuvre par les pays concernés se voit réduite par l'imposition du caractère transnational du phénomène. Liée à la nature du supportérisme, cette contrainte essentielle travaille à une forme d'accommodation des actions engagées par les différents Etats. Les procédés d'apprentissages mutuels, de partage de méthodes de travail et d'exercices conjoints contribuent à une homogénéisation des divers dispositifs nationaux. Tout concourt ainsi à façonner un cadre d'interprétation légitime susceptible d'orienter durablement l'action publique communautaire en ce domaine. Par le jeu de la porosité des cadres nationaux et de la lente convergence des finalités poursuivies par les différents Etats, tous adoptent un corpus de normes et de dispositions relativement proches. Seules certaines tonalités particulières marquent quelques distinctions marginales entre les pays. Opérant par l'échange d'expériences éprouvées, l'enjeu consiste, pour chacun des programmes d'action publique développés nationalement, à faire la preuve qu'ils disposent des ressources suffisantes permettant de prétendre que ce qui vaut pour leur territoire d'intervention privilégié vaut pour tous les autres espaces nationaux.

1.2. La domination du modèle répressif et proactif développé en Angleterre

De fait, ce processus de consolidation du référentiel européen présente des effets de distorsion manifestes. Le principal tient aux capacités respectives des Etats à éprouver, dans leur contexte propre, de bonnes pratiques de gestion du supportérisme susceptibles d'être promues et exportées vers les autres pays européens. Inégalement dotés, ces derniers voient le modèle, principalement répressif et proactif, développé en Angleterre assurer un rôle central dans la production des composants dominants du référentiel d'action publique prévalant en Europe. Le système de référence ayant cours outre-Manche affiche une efficacité lui permettant d'effacer le lourd passif

⁴ L'auteur ne s'encombrant pas du cas français, il est permis de s'interroger : caractère dérisoire (en dépit des drames récents) du hooliganisme français au regard des situations que connaissent les pays voisins retenus ou difficulté à dégager quelques principes explicatifs à son sujet ?

qui, au tournant des années des années 1980 (le drame du Heysel du 29 mai 1985 étant largement imputé aux hooligans anglais), le distingue de l'ensemble des autres pays européens. L'exemplarité du redressement réalisé, en une petite dizaine d'années, par l'Angleterre lui confère ainsi le statut de modèle exportable à l'ensemble du territoire de l'Europe.

Incarnation du hooligan (le situant à mi-chemin entre le criminel dangereux et le malade mental), la figure du supporter anglais s'impose et vient comme justifier le dépassement des mesures traditionnelles de gestion des foules et de maintien de l'ordre et, du même coup, cautionner le recours à de multiples options sécuritaires tendant essentiellement au contrôle de la déviance (Tsoukala, 2001 ; Tsoukala, 2010). Présenté comme une menace sociale, la répression du hooliganisme admet, selon cette perception du problème, des entorses aux libertés publiques fondamentales et impose le déploiement de mesures inspirées des procédures qui régissent la lutte contre les organisations terroristes et la grande criminalité. En retour, les dispositions radicales prises par les forces de l'ordre les cantonnent dans une opposition frontale avec les différents groupes de supporters et engendrent une forme de surenchère particulièrement dangereuse entre deux parties tentées de s'engager dans une lutte sans fin. Condamnées à continuellement perfectionner leurs ressources respectives, et sachant celles-ci limitées par les capacités de réaction de leurs opposants directs, le risque est grand de voir s'enclencher un processus d'escalade assurant la perpétuation du phénomène, sous d'autres formes. C'est ainsi que, face à des stades vécus comme des sanctuaires inviolables (Basson, 2007a), les exactions se déplacent dans l'espace et le temps à la recherche de contextes propices à des manifestations de violence que l'intervention des forces de l'ordre ne viendrait pas interrompre : la pratique des *fight*s (combats de rue ritualisés) organisés en marge des matchs de football, sur les aires d'autoroute ou au cœur des villes, se généralise. De même voit-on, depuis peu, des groupes de supporters violents et radicalement antagonistes décider de s'allier temporairement pour organiser l'assaut des positions policières, jusque dans les commissariats. L'actualité italienne de ces dernières années (que l'on pense à la Sicile et à Rome, par exemple) a fourni quelques illustrations tragiques des effets de contournement du dispositif répressif mis en place.

1.3. Les limites des options sociopréventives proposées en Belgique

Si l'empreinte anglaise marque le processus d'eupéanisation de l'action publique de lutte contre le supportérisme, elle n'exclut pas d'autres modalités d'intervention : la prévention offensive (Comeron, 2001) et la prévention situationnelle en sont les dispositifs complémentaires (Basson, Le Noé et Diaz, 2001 ; Landauer, 2001). La première est élaborée en Belgique en réaction au drame du Heysel. Le programme de *fan coaching* imaginé au cours des années 1980 et généralisé à l'ensemble des clubs de football du Royaume entend s'attaquer aux racines sociales du problème. Il repose sur le constat que si le hooliganisme voit dans les tribunes des matchs de football l'opportunité de se donner libre cours, il est le fait de supporters trouvant leurs motivations violentes dans un autre espace et dans un autre temps. C'est alors l'ensemble des facteurs sociaux du passage à l'acte délinquant qu'il convient de prendre en compte : situations familiales difficiles, scolarité défailante, emplois dévalorisés ou chômage persistant, habitat dégradé, perspectives individuelles sans lendemain... tous les facteurs sont réunis qui rendent nécessaires l'éducation, la responsabilisation, l'accompagnement et l'encadrement des supporters les plus dangereux.

Appréhendé en tant que manifestation d'un dérèglement social (et, par certains aspects, psychologique), le hooliganisme appelle un mode de prise en charge total. Partageant leur vie, des éducateurs assurent une présence quasi continue auprès des jeunes. Ecoute, dialogue, vigilance, vécu commun d'expériences diverses sont alors les premiers jalons d'une régulation extérieure au noyau des supporters violents. Producteurs d'un code de bonne conduite interne au groupe et garants de la liaison de ce dernier avec les forces de l'ordre, ces professionnels de l'éducation

spécialisée sont chargés d'une mission délicate. Ils s'appliquent, en particulier, à développer de nombreuses activités socioéducatives et socioculturelles susceptibles de canaliser l'énergie des jeunes dont ils ont la charge. Ainsi en va-t-il de la rédaction et de la publication du *fanzone* : travail de collecte des informations, création et entretien d'un réseau de correspondants, coordination des activités de rédaction, gestion des circuits de diffusion... diverses et multiples sont les fonctions qui apparaissent comme autant d'alternatives à une vie dévalorisante et d'ouvertures possibles vers d'autres univers culturels et professionnels. Remplissant des fonctions du même ordre, la création, l'organisation et la gestion d'un site électronique propre au groupe de supporters contribue également à assurer sa visibilité sociale et à faire de ses représentants des interlocuteurs légitimes auprès des différents acteurs ayant intérêt à voir les hooligans, réels ou potentiels, ainsi répertoriés et affiliés à un collectif renonçant à une forme de clandestinité perçue comme menaçante. L'entreprise d'officialisation est parachevée quand les activités proposées trouvent place au sein du *fan home*. Siège du groupe permettant le rassemblement des supporters en un lieu clairement identifié et pendant de longues séquences temporelles, il prend place, le plus souvent, dans l'enceinte du stade et ses plages horaires d'ouverture ne se limitent pas à la durée des matchs. Investi par les supporters, il atteste, dans les murs, l'existence (accompagnée d'une forme de respectabilité) d'une organisation reconnue et considérée pour les avantages qu'elle procure. Facteur de responsabilisation et de représentation des supporters, le *fan home* constitue ainsi le point de rencontre de l'ensemble des acteurs publics et privés intéressés par le bon déroulement des compétitions de football. De même favorise-t-il le développement d'un vaste réseau d'aide et d'assistance multiforme visant à extraire les supporters d'une situation sociale pouvant générer leurs comportements violents.

Ambitieuse, cette option sociopréventive affiche un bilan diversement apprécié. Si les acteurs supportéristes lui reconnaissent de probantes réussites, ils insistent sur les limites et les contreparties qui affectent le dispositif. Des réserves émanent ainsi des villes et des clubs de Wallonie ; région qui, plus que sa voisine des Flandres, s'est résolument engagée dans ce vaste programme d'éducation populaire en veillant à lui conserver sa vocation sociale initiale. « L'expérience me semble positive, au final, reconnaît le président de l'Amicale des supporters du Sporting de Charleroi. Les éléments les plus incontrôlables ne sauront y être sensibles, bien sûr. Mais pour une majorité de *fans* susceptibles de déraiper, il a agi avec une efficacité certaine » (Rizzitelli et Jeannes, 2008 : 55). Limitée dans ses effets à une catégorie spécifique de la population supportériste, l'action publique l'est également quant à son rayonnement. Les supporters du Standard de Liège, club concurrent du premier, le relèvent et regrettent les corollaires qui accompagnent ces dispositions préventives : « Excepté à Liège, le *fan coaching* n'est pas une réussite. Ils veulent édulcorer l'essence même des *ultras*. [...] C'est un centre aéré pour adultes. Nous ne sommes plus dans les années 80. La plupart des noyaux durs ont quasiment abandonné le recours à la violence » (Rizzitelli et Jeannes, 2008 : 55). Sévères, les critiques touchent aux fondements du programme d'action publique auquel il est reproché d'opérer comme une entreprise de détournement (« d'instrumentalisation » disent les premiers concernés) du supportérisme. Sous le couvert de reconnaissance de l'engagement militant envers les équipes de football, le *fan coaching* ne serait qu'une forme de contrôle réservé à une population qui échappe à l'encadrement social traditionnel. Plus encore, par sa forte dimension occupationnelle, il générerait passivité et renoncement de la part des jeunes qui se comporteraient alors en tant que consommateurs et seraient ainsi maintenus dans une logique d'assistantat et de paternalisme social. A cette ambiguïté originelle, viendrait s'ajouter une suspicion envers les éducateurs soupçonnés de servir indirectement les intérêts des services de police. Moins polémique et controversée, une dernière appréciation est partagée par les supporters et les acteurs publics en charge du programme de *fan coaching* : l'essoufflement, voire l'obsolescence, de ce dernier serait le fait du renouvellement conjugué des générations de supporters et d'éducateurs sociaux.

2. L'Europe des supporters

En vertu du principe selon lequel « l'action des destinataires (bénéficiaires) de la politique ou du programme est aussi structurante » (Lascoumes et Le Galès, 2007 : 36), les acteurs supportéristes entendent accéder aux réseaux publics décrits précédemment afin d'y faire valoir leur répertoire d'action collective. Plus, ayant par l'expérience directe diagnostiqué les effets de distorsion des politiques publiques qui leur sont appliquées, ils prétendent incarner une alternative au modèle dominant.

2.1. Les ressources politiques des associations de supporters

Cette ambition de pénétrer les arcanes de l'action publique en train de se faire repose sur la prise de conscience et, ce faisant, sur l'affirmation des ressources proprement politiques dont disposent les groupes de supporters et dont ils entendent tirer profit pour eux-mêmes et leurs mandants. A leurs yeux, prendre leur part de la définition et de la mise en œuvre des politiques publiques qui leurs sont prioritairement destinées supposent, en premier lieu, de dépasser la simple reconnaissance de leur capacité à politiser, même de façon « limitée et sommaire » (Hourcade, 2000 : 110), les tribunes des stades. De même que Maurice Duverger notait que « la plupart des études relatives aux partis politiques s'attachent surtout à l'analyse de leurs doctrines [et que] cette orientation découle de la notion libérale du parti qui le considère avant tout comme un groupement idéologique » (1981 : 19), l'accent est mis aujourd'hui sur l'étude des diverses manifestations des idées, croyances et doctrines, par ailleurs présentées comme rudimentaires, fluctuantes et peu structurées, portées par la nébuleuse des multiples associations supportéristes. Ainsi les débats se focalisent-ils, notamment, sur la situation respective des différents groupes sur un axe droite-gauche ; sur l'entrisme, réel ou supposé, dont certains sont l'objet ou bien encore sur l'usage et la signification (véritables) de la rhétorique, des slogans, marques, emblèmes ou signes cabalistiques attestant le ralliement, voire l'appartenance originelle, à telle ou telle ramification sulfureuse débordant, éventuellement, les frontières nationales (Bodin, Robène et Héas : 2004, 57-67). Si cette première lecture fournit une forme de plus-value à l'analyse, elle présente la limite de reposer sur une conception idéaliste de la politique entendue comme combat pour les grandes causes. Autrement dit, sont considérées à cette aune comme *politiques*, les associations de supporters qui parviennent à dépasser les conflits d'intérêts particuliers, nécessairement considérés comme corporatistes voire triviaux et quelque peu mesquins (telles les revendications récurrentes de suppression des places assises dans les virages des stades ou de modération de la hausse annuelle des tarifs des abonnements), et ainsi à s'inscrire résolument dans la recherche de biens collectifs guidée par un mobile éthique témoignant d'une inclinaison pour les projets de société globaux, fussent-ils d'inspiration néofasciste.

Au-delà de ce premier relevé élémentaire, pourquoi ne pas également concéder aux groupes de supporters la capacité à s'organiser selon des principes politiques. Décrivant, dans un développement intitulé « la mobilisation », les membres du *Commando ultra Curva B* du stade de San Paolo de Naples comme des activistes modernes, professionnels et parfaitement organisés, Christian Bromberger a ouvert la voie en ce sens (1995 : 29-37). Son investigation intime et fouillée du monde des « militants » supportéristes (selon le titre qu'il donne à son chapitre 14 : 229-259) lui permet ainsi de dresser leurs caractéristiques essentielles : fidèles, « ils affichent des attitudes [...] avant-gardistes, cultivent un sens aigu de la spectacularité médiatique, organisent souvent leurs associations sur un mode managérial et recherchent, à travers leurs pratiques, tout autant à défendre une cause commune qu'à s'accomplir personnellement » (241). Mais il y a plus. Relevant qu'en « Italie et en France, les *ultras* forment fréquemment des associations rigoureusement structurées, disposant d'un local, distribuant des cartes d'adhérents, encaissant des cotisations, planifiant sourcilieusement la division des tâches militantes » (Bromberger, 1995 : 242-243), son échelle de participation au groupe distinguant sympathisants, adhérents, militants et *leaders* renvoie à la

taxinomie, désormais classique en science politique, élaborée par Maurice Duverger pour classer les structures organisationnelles des partis politiques (il en va de même pour les syndicats, Andolfatto et Labbé, 2000 : 71).

Selon la typologie dressée par l'auteur, si les organisations officielles de supporters partagent de nombreux traits (que nous ne pouvons détailler ici) avec les « partis de cadres » (Basson et Nuytens, 2001 ; Nuytens, 2004), les groupes organisés d'*ultras* peuvent être rapprochés des « partis de masse ». Organisations centralisées prenant appui sur une cellule de base, ces derniers dessinent des « cercles concentriques » allant se resserrant et correspondant à quatre « degrés de participation » distincts qui comprennent, respectivement, les électeurs, les sympathisants, les adhérents et les militants. « Le plus large [des cercles] englobe les électeurs qui votent pour les candidats proposés par le parti [...]. Le deuxième enferme les sympathisants [...] qui reconnaissent leur inclination vers le parti, le défendent, l'appuient quelquefois financièrement, entrent même dans les institutions annexes du parti. [...] Le troisième cercle [...] réunit les militants qui se considèrent comme membres du parti, comme éléments de sa communauté, assurent son organisation et son fonctionnement, développent sa propagande et son activité générale. [...] La notion d'adhérent constitue un quatrième cercle, inséré entre les deux derniers : plus large que celui des militants, mais plus étroit que celui des sympathisants [...] » (Duverger, 1981 : 151-152). L'adhérent paie une cotisation régulière, participe activement à la vie de l'organisation, suit des formations et est souvent sollicité pour participer à des mobilisations. Du *spectateur-électeur* au *supporter-militant*, en passant par l'*amateur-sympathisant* et l'*abonné-adhérent* (que l'on pense, par exemple, à la figure originale du *socio* espagnol), nul doute que les tribunes des stades présentent une large gamme de modalités de mobilisation renvoyant au monde *du* politique. Toutefois, attester la diversité de la composition des publics des stades sous cet angle est une chose (Mignon, 1995 ; Hourcade, 2002 : 80-83 ; Bodin, 2003 : 73-78 ; Nuytens, 2004 : 132-142 ; Bromberger et Lestrelin, 2008 : 126-129 ; Hourcade, 2010 : 164-165) ; dégager les différents degrés de participation structurant les organisations supportéristes elles-mêmes en est une autre. Restant à éclaircir, ce point suppose de changer d'échelle et d'investir les groupes (et singulièrement les associations *ultras*) de l'intérieur afin de porter au jour la configuration des cercles concentriques qui y prévalent et leur permettent d'agir *en* politique.

En effet, reconnaître « qu'on ne se sait pas si l'état du supportérisme autonome dépend de facteurs organisationnels » implique de discuter l'assertion selon laquelle « le supportérisme indépendant ne s'accommode pas d'une division de l'engagement » et, plus encore, de récuser « qu'il ne soit pas question ici d'un mouvement social de type contestataire, d'une action collective structurée autour d'une situation conflictuelle » (Nuytens, 2004 : respectivement, 229, 160 et 157). La réticence à admettre le processus de qualification politique du supportérisme *ultra* s'explique aisément⁵. Maintenu aux marges des arènes publiques au prétexte qu'il relève exclusivement du domaine sportif conçu comme « un espace autonome doté de ses propres règles et de ses propres organes d'arbitrage entre intérêts divergents » (Defrance, 2000 : 26 ; Defrance, 2001), il est, par ailleurs, indubitablement entaché de l'affront qu'il adresse aux vertus cardinales prêtées au sport. « Une valeur durable de la culture sportive [étant] l'apolitisme » (Defrance, 2000 : 13), lui consentir l'apposition d'un sens politique revient, de fait, à remettre en cause la « volonté de résoudre l'antagonisme des classes par une réconciliation sur le terrain des loisirs » (Defrance, 2000 : 20). C'est ainsi qu'il est tentant de ne retenir que la dimension ludique et délassante du supportérisme et de « raisonnablement envisager de [le] penser en concurrence avec la pratique muséale, la visite d'autres sites culturels et touristiques, les promenades dans les parcs et les bases nautiques... la consommation de spectacles sportifs dont le football » (Nuytens, 2004 : 160-161).

⁵ Williams Nuytens écrit : « Je ne pense pas pouvoir comparer le militantisme sportif [...] à d'autres participations individuelles classiques à l'action collective [...], comme celles d'agents des partis politiques ou d'acteurs réunis par exemple dans des collectifs ou dans des groupes contestataires » (2004 : 236).

Le passage du supportérisme organisé *au* politique emprunte pourtant des formes traditionnelles qu'il est difficile de ne pas voir à l'oeuvre. Ainsi participe-t-il activement à l'alimentation du système politique. Il est, en premier lieu, un espace de socialisation politique et d'encadrement d'une jeunesse trouvant là l'occasion de se former aux rouages de la vie collective organisée. Il est ainsi une instance de recrutement, de sélection et de circulation d'élites militantes et charismatiques investissant, à terme, les réseaux d'action publique. Il travaille également à l'agrégation des demandes et des revendications, à l'articulation des intérêts, à la mobilisation des soutiens ainsi qu'à la formulation publique et à la traduction politique des revendications d'une partie de la jeunesse ; le tout à l'échelle européenne, territoire pertinent de la géographie politique du football, qui apparaît de plus en plus comme « le lieu où sont formulées et où s'affrontent les différentes qualifications des problèmes et où est définie la palette des solutions sur lesquelles les différents acteurs vont entrer en conflit ou en négociation » (Muller et Surel, 1998 : 99). L'inscription durable du supportérisme sur l'agenda public en atteste clairement. Ainsi l'UEFA, instance européenne de gouvernement du football, réclame-t-elle dernièrement la création d'une « police internationale du sport ».

Enfin, pourquoi ne pas voir dans le mouvement *ultra* une forme originale des « nouveaux NMS » (Basson, 2007b : 166-169). Nés dans le sillage de mai 1968, les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) sont dotés d'une forte aspiration identitaire et culturelle et sont centrés sur l'amélioration du cadre de vie et l'affirmation de soi. Ils semblent ainsi s'inscrire dans la relève du mouvement ouvrier (Touraine, Wieviorka et Dubet, 1984) : ils se développent principalement hors des milieux professionnels, débordent largement le répertoire des thèmes traditionnels, rassemblent (parfois de façon éphémère) des acteurs sociaux échappant en grande partie aux organisations partisans et syndicales, n'obéissent pas aux modalités d'action de ces dernières et recourent à des formes singulières de mise en scène. Inspirés de ces derniers, la liste est longue des « nouveaux NMS » intervenant actuellement tant au niveau national qu'à l'échelle européenne et internationale (Sommier, 2001 ; Crettiez et Sommier, 2006). Luttant contre le racisme, la pauvreté, les discriminations sexuelles ou le sida, prônant la défense de l'environnement, le développement durable ou une redistribution des ressources de la planète selon une vision altermondialiste (Agrikoliansky, Fillieule et Mayer, 2005), ils constituent de puissants facteurs de transformation des modes routinisés d'engagement dans la sphère publique. Adoptant des formes réticulaires d'organisation, élargissant la portée des mobilisations jusqu'à l'échelle globale, favorisant l'émergence de nouveaux acteurs, développant un usage intensif et créatif des nouvelles technologies de la communication (Granjon, 2001), orchestrant la médiatisation de la dramaturgie des conflits, ils dessinent les contours d'un mouvement social publicisé et transnational d'un genre nouveau auquel le supportérisme *ultra* peut contribuer par les ressources politiques qu'il recèle. Que l'on pense à sa capacité à dépasser les revendications des tribunes pour les ouvrir à des causes plus générales telles la reconnaissance et la valorisation de la culture populaire, la défense des libertés individuelles et la lutte contre les usages technologiques du contrôle social et de la surveillance (tels qu'ils opèrent dans les stades). Que l'on pense à sa faculté à entretenir une forme de résistance à l'uniformisation et à la marchandisation de ce bien commun qu'est le sport (telles qu'illustrées par le spectacle mondialisé du football) en mettant en œuvre des manifestations festives hautement démonstratives et expressives, voire violentes et destructrices, et qui prennent place dans l'espace public perçu comme un territoire à reconquérir.

2.2. Le Progetto *ultra* : une alternative supportériste

« Explorer l'Europe [des supporters] par le bas [...] [revient à] en donner à voir la dynamique de construction dans sa profondeur et du point de vue des acteurs sociaux qui y sont confrontés ou qui en font usage » (Pasquier et Weisbein, 2004 : 13 ; Smith, 2001). A ce titre, le *Progetto ultra* présente des ressources et des compétences qui lui permettent de rejoindre le giron des « entreprises

d'action collective » (Cefaï, 2007 : 26) mobilisées en ce domaine. Créée à Bologne en 1995 et comptant aujourd'hui quatre permanents, l'association italienne invoque la déficience des politiques publiques nationales et européennes et se propose de les suppléer, en en prenant l'exact contre-pied (Basson et Lestrelin, 2008). Ainsi relève-t-elle que le processus d'eupéanisation de l'action publique actuellement déployée tend à normaliser les modalités de prise en charge du supportérisme et en vient à nier les expériences originales nées de la prise en compte des singularités locales. A ce titre, le supportérisme *ultra*, majoritaire en Italie (Bromberger, Hayot et Mariottini, 1995 ; Roversi et Balestri, 2000 ; Louis, 2006), repose sur des pratiques associatives d'engagement, de militantisme et de régulation interne aux groupes de *tifosi* peu compatibles avec le référentiel d'action publique dominant inspiré du principe de gestion des risques. Paradoxalement, la litanie des drames qui marquent l'actualité du football italien renforce cette conviction dans la mesure où l'atomisation du mouvement supportériste organisé est rendue responsable de la banalisation du recours à la violence et au racisme. Dans ce contexte, le *Progetto ultrà* incarne un pôle de stabilité à même, d'une part, de filtrer et d'agrèger les demandes et, d'autre part, d'assurer un mode d'expression et des débouchés aux revendications légitimes.

Rejetant un modèle répressif en grande partie inadapté à la réalité italienne, les responsables associatifs de Bologne ne retiennent pas davantage les options sociopréventives promues par la Belgique. S'ils reprennent à leur compte les limites traditionnelles qui semblent affecter ces dernières, ils insistent sur l'ambiguïté fondamentale qui les caractérise : « *Pour moi, le fan coaching n'a rien à voir avec ce que nous faisons ici à Bologne, explique Ashley Green, un des permanents. En fait, le fan coaching consiste à dire aux supporters comment ils doivent se comporter. Mais le supporter n'a pas besoin d'un coach ! Il est libre et il sait ce qu'il doit faire. En Belgique, ce n'est rien d'autre qu'un travail avec la police : il faudrait appeler ça du police coaching ! C'est la police qui tente de nouer des relations avec les supporters et le travail social en pâtit. J'ai parlé avec des ultras du Standard de Liège. Ils ont un fan home et ils y font probablement des choses positives. Mais l'approche générale est suspecte. C'est un policier qui s'occupe de cela en Belgique, pas un travailleur de rue* ». Le rejet du programme préventif initié en Belgique s'accompagne d'une filiation symbolique à une mobilisation associative du même ordre originaire d'un autre pays européen. En effet, si l'organisation italienne a pris le nom de *Progetto ultrà* c'est en référence directe aux *Fan Projekte* allemands⁶. Universitaire cofondateur de l'association de Bologne, Carlo Balestri le reconnaît : « *Le lancement du Progetto ultrà doit beaucoup aux expériences internationales déjà existantes à l'époque et en particulier aux expériences de Fan Projekt menées en Allemagne, en partenariat avec les supporters* ». Les responsables italiens prêtent deux vertus distinctives aux organisations allemandes. Antérieures, de quelques années, aux associations belges, elles sont également libérées de l'emprise policière : « *En Allemagne, spécifie Ashley Green, un universitaire, un sociologue ou un éducateur peuvent être à la tête des Fan Projekte. La relation avec les supporters n'est alors pas du tout la même qu'en Belgique. L'éducateur est là pour avertir et protéger. Mais le mieux c'est encore quand c'est un supporter connu et respecté qui est leader. Lui sait comment travailler avec son groupe !* ».

Le rapprochement avec les *Fan Projekte* n'est toutefois pas mimétique. Une question d'échelle vient marquer les différences. Membre de la direction nationale de l'*Unione italiano sport per tutti* (une fédération multisports à forte connotation éducative et socioculturelle qui accueille en son sein les activités du *Progetto ultrà*), Daniela Conti en témoigne : « *En Allemagne, nos partenaires disposent de moyens financiers importants et ils sont soutenus par les Länder. Cela leur a permis de développer des projets dans chaque grande ville et de coordonner le tout au sein d'un centre*

⁶ Ce cas n'est pas isolé. L'association suisse *Fansicht* (dont le nom signifie « le point de vue des supporters ») se réclame également des organisations allemandes et, comme ces dernières, « observe depuis quelques années les effets des politiques répressives, en dénonce les abus [...], propose une assistance juridique aux supporters, tente de jouer un rôle de médiateur entre les *fans*, les clubs et la ligue [...] et est en passe de fédérer la plupart des groupes *ultras* du pays » (Vaquin et Blandin, 2008 : 12).

national. La situation italienne est très différente. Nos régions n'ont pas assez d'argent pour financer toutes les activités sociales et il existe un profond décalage entre ce qui se fait dans les villes du nord et la situation dans le sud du pays. Ce n'est pas un hasard si le Progetto ultrà est localisé à Bologne. Il nous est impossible, en Italie, de mailler tout le territoire car nous ne disposons pas d'une structure stable ». La nécessaire adaptation des modalités d'intervention sociale ayant cours outre-Rhin à la situation italienne obéit également à une différence de nature. Carlo Balestri s'en explique : « *À l'origine, les Fan Projekte ont été fondés, en Allemagne, pour lutter contre le hooliganisme à une époque où ce pays ne connaissait pas le mouvement ultra avec ses organisations de supporters. De notre côté, nous entendions respecter cette particularité italienne* ». Dans les faits, le Progetto ultrà prône une « *approche préventive proche du travail de rue et du social work* » soucieuse d'éviter la stigmatisation et associant les groupes de jeunes supporters à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes qui leur sont destinés. Il s'agit, dit encore Ashley Green, « *de respecter et de valoriser la culture populaire* » dont ils sont porteurs.

2.3. Expertise militante et citoyenneté ordinaire

Ni cas sociaux, ni déviants, le Progetto ultrà entend considérer les supporters pour ce qu'ils sont et ne pas les inviter à la conversion. L'entreprise vise à se garder des tentations normatives et compassionnelles à l'endroit de ces derniers et s'applique, dans le respect du droit, à préserver, affirmer et spécifier leur identité. Médiation sociale plutôt que « gouvernement de la peur », l'association de Bologne propose d'opérer un changement radical de la perception publique du supportérisme et de rompre avec la logique stratégique de sauvegarde contre le risque qu'il incarnerait. Plus, le Progetto ultrà y voit des opportunités à saisir et des potentialités à développer afin de faire prévaloir que « les mobilisations collectives constituent des laboratoires d'action publique » (Cefaï, 2007 : 715). Accorder du crédit à la citoyenneté ordinaire exprimée par les supporters est une chose, revendiquer un droit de cité en est une autre. Si les savoirs profanes ne valent pas, de fait, expertises, ils contribuent pourtant à la construction de l'ordre social supportériste et orientent les conduites et les comportements. Maîtrisant ainsi les conditions sociales de mise en œuvre de l'action publique concernant les supporters, les cadres associatifs de Bologne aspirent à peser sur les actes de gouvernement.

Espace non savant de production, d'accumulation, d'usages et de circulation de savoirs et de compétences spécifiques, le Progetto ultrà entend traduire, par un travail de transmutation, la contre-culture protestataire incarnée par les supporters en un levier original de modernisation de l'action publique (Robert, 2008). Contribuant à la construction sociale du supportérisme en tant que problème public, l'ambition suppose de parvenir à attester un fort ancrage social et une connaissance intime du milieu *ultra* tout en affichant la capacité à s'en extraire pour être à même de soumettre la vulgate supportériste aux formes et aux exigences des politiques publiques. « *Je ne suis pas un ultra et nous ne sommes pas un groupe de supporters*, précise ainsi Ashley Green en livrant la composition de son organisation. *Je suis venu au Progetto ultrà pour réaliser une étude universitaire sur les supporters de Vérone et j'y suis resté. De même, Carlo [Balestri] est un chercheur qui a fait des supporters son terrain d'étude. Quant à Maurizio [autre permanent de l'association], il était un ultra bien connu au stade* ». Il est ainsi donné à penser que la voix des supporters a d'autant plus de chance de porter et d'être entendue qu'elle fait l'objet d'une traduction par un expert (universitaire, dans ce cas) qui, entretenant une certaine proximité avec le « peuple des tribunes », investit d'autres scènes lui permettant d'accéder à l'action publique. Réseau hybride, l'association italienne se présente, par ailleurs, comme située aux frontières de plusieurs mondes sociaux et revendique la capacité à faire se rencontrer des acteurs aux modes de vie et de pensée et aux propriétés sociales hétérogènes et d'ordinaire éloignées. Autant de ressources qui lui permettent de s'afficher tantôt comme un « observatoire social du supportérisme », tantôt comme la garde avancée d'un mouvement social critique et producteur d'une contre-expertise militante.

Malaisée, la fonction d'interprétation, de synthèse, de sélection et de transposition des mots d'ordre et des revendications des supporters est le propre de l'organisation italienne qui entend trouver là un gage de respectabilité et de légitimité tant aux yeux des associations *ultras* que des pouvoirs publics en charge du dossier. L'exercice est délicat tant le risque est grand de ne satisfaire ni les unes ni les autres et de se trouver discréditée et rejetée par deux entités aux intérêts souvent inconciliables. L'expertise associative et militante du *Progetto ultrà* tient alors à sa capacité à rapprocher ou, si besoin, à arbitrer les différentes options en présence. A ce titre, son atout principal consiste à faire valoir que les expériences alternatives et les réalisations concrètes nées de la confrontation directe au terrain supportériste ne viennent pas concurrencer l'action publique mais compléter, voire pallier, des routines institutionnelles déficientes et générant des effets pervers. Testées localement, ces bonnes pratiques innovantes sont même susceptibles de faire preuve d'adaptation à d'autres environnements et de se prêter à une forme de généralisation que les acteurs publics peuvent reprendre à leur compte pour réinvestir un espace social qui leur échappe grandement.

2.4. *Ennoblement de la cause supportériste : l'antiracisme*

Couramment soupçonné de travailler à la traduction politique d'intérêts particuliers, le *Progetto ultrà* doit encore fournir la preuve que l'expertise dont il est porteur sert une large ambition. Il lui faut alors « monter en généralité » et attester que « les mouvements sociaux ne se limitent pas à des revendications particularistes, mais prétendent viser des biens qui sont profitables au plus grand nombre, sinon à tous » (Cefaï, 2007 : 15). Il trouve alors un motif d'élargissement, tout autant que d'ennoblement, de la cause supportériste dans son inscription dans la lutte contre le racisme. Daniela Conti déclare ainsi d'entrée de jeu : « *Le Progetto ultrà a deux principaux objectifs : lutter contre la violence et lutter contre le racisme. C'est notre identité. Et être antiraciste, ce n'est pas faire de la politique : ce sont les droits humains qui sont directement concernés !* ». Reconnu cause générale de mobilisation par les buts ultimes qu'il poursuit, le supportérisme remplit, qui plus est, une fonction stratégique d'alerte publique. « *Le problème du racisme est apparu dans le football avant que nous ne le rencontrions dans notre société*, poursuit Daniela Conti. *Les stades anticipent certains problèmes sociaux. Si vous êtes bien informés sur ce qui se passe dans les stades, vous êtes d'autant mieux préparés à gérer ces problèmes dans l'ensemble de la société* ». Et d'égrener les nombreuses expériences parrainées et relayées par le *Progetto ultrà* qui, sur l'ensemble du territoire italien, témoignent d'une forme d'intervention sociale avant-gardiste : « *À Pérouse, ils ont entendu, en 2000, des cris de singe dans le stade. Ils ont distribué des tracts demandant aux spectateurs de couvrir ces manifestations racistes par des chants et des applaudissements. Après trois semaines, c'en était fini ! De même, les supporters de Modène proposent, en lien avec la municipalité, des projets antiracistes aux écoles et ont créé un centre de documentation sur ce thème. A Ancône, les supporters ont ouvert une hot line à destination des immigrés et font un gros travail social avec les différentes communautés de la ville. Enfin, il y a des expériences du même ordre à Empoli et à Pise, notamment* ».

Modestes ou plus complètes, la myriade d'initiatives développées localement trouvent une forme de parachèvement, une fois l'an, à l'occasion de la tenue du Mondial antiraciste organisé depuis 1997 par le *Progetto ultrà*, assisté alors de l'Institut d'histoire de la résistance et des sociétés contemporaines qui poursuit des recherches sur la Seconde guerre mondiale et sur le fascisme. Evènement phare et ressource emblématique de l'organisation, le *Mondiali antirazzisti* autorise, tous les étés, à Casalecchio di Reno, dans les environs de Bologne, la mise en scène des activités de l'association et permet d'afficher l'étendue de son réseau. « *L'idée initiale était simple*, explique Ashley Green : *rassembler des groupes de supporters et des communautés immigrées perçues comme criminogènes autour de matchs de football. La première année, nous avons eu huit équipes, soit à peu près cinquante personnes. L'affluence s'est accrue très rapidement par le bouche à*

oreille ». Accueillant plusieurs milliers de participants, la manifestation est devenue un véritable festival politico-culturel dont « *le football n'est plus qu'un prétexte* » (selon les termes d'Ashley Green) : débats, conférences, ateliers de réflexion, forums, concerts, présentation de livres et de vidéos, rencontres sportives, cuisine internationale, camping, fêtes... réunissent des supporters, des militants associatifs et syndicalistes venus de toute l'Europe. Ashley Green en dresse la liste non exhaustive : « *Nous avons une majorité d'Italiens et d'Allemands, mais également des Français (de Bordeaux, Marseille, Metz, Nîmes ou Grenoble), des Anglais, des Espagnols (de La Corogne, Cadix, Séville...), des autrichiens... Tous les groupes de supporters antiracistes sont là, en fait. Et, chaque année, on étend le recrutement géographique. On a eu des Roumains, des Texans, des Biélorusses...* ». Qualifiant le *Progetto ultrà* de « sorte de super fédération », des journalistes sympathisants ont, pour leur part, recensé 3 000 participants (soit 204 équipes) au douzième Mondial antiraciste de 2008 et ajouté, pêle-mêle, les provenances suivantes à la liste des *ultras* ayant pris une part active à la « folle kermesse » : des supporters de l'Atalanta Bergame, des membres de l'*Armata Ultras* et de la *Butte Paillade* de Montpellier, un fan de la *Curva Sud* de Rome et un autre de *Lazionet*, un groupe de supporters antiracistes de la Lazio, un militant antifasciste du Sankt Pauli de Berlin, une *ultra* de la Sampdoria de Gènes, un écrivain supporter de la Fiorentina de Florence et un membre des *Red Zombies* de Cologne (Duvernet-Coppola et Bartolucci, 2008)...

* *

Sous différentes formes et avec des succès divers, le *Progetto ultrà* italien (et son *alter ego*, le *Collectivo de prevencion insertion social Andalucià* de Cadix en Espagne qui, lui-même, entretient des liens suivis avec Graz en Autriche, Sofia en Bulgarie, Nicosie à Chypre et Toulouse en France...), les *Fan Projekte* allemands, le *fan coaching* belge ou bien encore, à leurs manières, les *socios* des *penyas* espagnoles (abonnés au stade, adhérents du club et électeurs du président, leurs droits et leurs devoirs sont reconnus par la *Normativa*), la Fédération des supporters européens et les *fans* anglais qui tentent de prendre une part minoritaire dans le capital de leur club en faillite s'emploient à pénétrer les arènes publiques afin d'y faire prévaloir leur conception d'un football populaire en voie de disparition et de prétendre être associés aux politiques d'encadrement et de contrôle du phénomène supportériste. En retrait sur cette question, les pouvoirs publics français, à l'initiative du secrétariat d'Etat au sport, ont organisé, le 28 janvier 2010, le premier congrès national des associations de supporters de football ayant « rassemblé 170 membres issus de 96 associations de supporters » dans le but affiché de « construire une politique préventive de lutte contre les violences et, plus généralement, de bonne intégration des supporters dans le monde du football » (Hourcade, Lestrelin et Mignon, 2010 : 8). Ces quelques exemples du vaste registre d'actions que les organisations de supporters développent actuellement sont à même de revitaliser et de contrarier les schémas d'intervention publique peu soucieux des « ressortissants » auxquels ils sont destinés. A ce titre, ils comptent parmi « les mobilisations associatives constitutives de la genèse d'une société civile européenne qui serait à la fois un contre-pouvoir aux institutions et une onction démocratique pour l'Europe » (Pasquier et Weisbein, 2004 : 9).

Eléments bibliographiques

- Agrikoliansky, Eric ; Fillieule, Olivier et Mayer, Nonna (dir.), 2005, *L'altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*, Paris, Flammarion.
- Andolfatto, Dominique et Labbé, Dominique, 2000, *Sociologie des syndicats*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères ».
- Balme, Richard ; Chabanet Didier et Vincent Wright (dir.), 2002, *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences po.

- Basson, Jean-Charles, 2004, « Les politiques de lutte contre le hooliganisme. Vers un référentiel européen d'action publique » in S. Roché (dir.) *Réformer la police et la sécurité. Les nouvelles tendances en Europe et aux Etats-Unis*, Paris, Odile Jacob, 313-330.
- Basson, Jean-Charles, 2007a, « L'espace du stade ou l'ordre en public » in G. Capron et N. Haschar-Noé (dir.) *L'espace public urbain : de l'objet au processus de construction*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 191-206.
- Basson, Jean-Charles, 2007b, « Vers une européanisation du syndicalisme français ? » in D. Andolfatto (dir.), *Les syndicats en France*, Paris, La Documentation, 147-174.
- Basson, Jean-Charles ; Le Noé, Olivier et Diaz, Frédéric, 2001, « La sécurité de la coupe du monde de football de 1998 : bilan » in J.-C. Basson (dir.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, 175-188.
- Basson, Jean-Charles et Lestrelin, Ludovic, 2008, « Vers une européanisation de l'action collective supportériste ? Le *Progetto ultrà* de Bologne » in A. Tsoukala ; J.-C. Basson ; L. Lestrelin et L. Sallé (dir.) *Les enjeux des dispositifs actuels de lutte contre le hooliganisme en Europe*, Rapport pour l'Institut national des hautes études de sécurité, Toulouse, L'Atelier de recherche sur les territoires et l'Europe, 175-202.
- Basson, Jean-Charles ; Lestrelin, Ludovic et Sallé, Loïc, 2008, « L'action publique européenne de contrôle du supportérisme saisie par l'action collective : le *Progetto ultrà* de Bologne » in L. Cantarero ; F.-X. Medina et R. Sanchez (dir.), *Actualidad en el deporte : investigacion y aplicacion*, Donostia-San Sebastian, Ankulegi Antropologia Elkarte, vol. 1, 35-49.
- Basson, Jean-Charles et Nuytens, Williams, 2001, « Modes d'encadrement et de contrôle des supporters de football, entre modèle officiel et alternative autonome : le cas du Racing Club de Lens », *Revue européenne de management du sport*, n° 5, 1-29.
- Bodin, Dominique, 2003, *Le hooliganisme*, Paris, Puf, Coll. « Que sais-je ? ».
- Bodin, Dominique ; Robèle, Luc et Héas Stéphane, 2004, *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe.
- Bromberger, Christian avec Hayot, Alain et Mariottini, Jean-Marc, 1995, *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Bromberger, Christian et Lestrelin, Ludovic, 2008, « Le sport et ses publics » in P. Arnaud ; M. Attali et J. Saint-Martin (dir.) *Le sport en France*, Paris, La Documentation française, 113-133.
- Cefaï, Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte.
- Comeron, Manuel, 2001, « Pour une gestion sociopréventive du hooliganisme » in J.-C. Basson (dir.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, 154-158.
- Crettiez, Xavier et Sommier, Isabelle (dir.), 2006, *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michallon.
- Defrance, Jacques, 2000, « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, vol. 13, n° 50, 9-27.
- Defrance, Jacques, 2001, « Histoire du sport, régulations sociales et contrôle public. Entre autonomisation et mise sous tutelle » in J.-C. Basson, (dir.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, 9-19.
- Dunning, Eric, 2010, « Approche figurationnelle du sport moderne. Réflexions sur le sport, la violence et la civilisation », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 106, 177-191.
- Duverger, Maurice, 1981, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, Coll. « Points Politique ».
- Duvernet-Coppola, Lucas et Bartolucci, Paul, 2008, « Les mondiaux antiracistes valent-ils mieux qu'une bonne kermesse ? », *So Foot*, n° 57, 15.
- Granjon, Fabien, 2001, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Paris, Apogée.
- Greenwood, Justin et Aspinwall, Mark (dir.), 1998, *Collective Action in the European Union*, Londres, Routledge.
- Hourcade, Nicolas, 2000, « L'engagement politique des supporters *ultras* français », *Politix*, vol. 13, n° 50, 107-125.
- Hourcade, Nicolas, 2002, « La place des supporters dans le monde du football », *Pouvoirs*, 101, 75-87.
- Hourcade, Nicolas, 2010, « Supporters extrêmes en France : dépasser les stéréotypes », *Cahiers de la sécurité*, n° 11, 162-172.
- Hourcade, Nicolas ; Lestrelin, Ludovic et Mignon, Patrick, 2010, *Le livre vert du supportérisme. Etat des lieux et propositions d'actions pour le développement du volet préventif de la politique de gestion du supportérisme*, Paris, Ministère de la santé et des sports, Secrétariat d'Etat aux sports.

- Landauer, Paul, 2001, « La sécurisation des grandes enceintes sportives : la part de l'architecture. L'exemple du Stade de France » in J.-C. Basson (dir.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, 189-201.
- Lascoumes, Pierre et Le Galès, Patrick, 2007, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Lestrelin, Ludovic, 2010, *L'autre public des matchs de football. Sociologie des supporters à distance de l'Olympique de Marseille*, Paris, Ed. de l'EHESS.
- Lestrelin, Ludovic et Basson, Jean-Charles, 2009, « Les territoires du football : l'espace des "supporters à distance" », *L'Espace géographique*, tome 38, n° 4, 345-358.
- Lestrelin, Ludovic ; Sallé, Loïc et Basson, Jean-Charles, 2006, « The trajectories leading to supporting at a distance : the Olympique de Marseille case study », *European journal for sport and society*, vol. 3, n° 2, 125-141.
- Louis, Sébastien, 2006, *Le phénomène ultra en Italie. Historique du mouvement des groupes de supporters ultras de 1968 à 2005*, Paris, Mare & Martin.
- Mignon, Patrick, 1995, « La violence dans les stades : supporters, ultras et hooligans », *Les Cahiers de l'Insep*, n° 10, 13-36.
- Mignon, Patrick, 1996, « La lutte contre le hooliganisme : comparaisons européennes », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 26, 92-107.
- Muller, Pierre, 2000, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, 189-207.
- Muller, Pierre et Surel, Yves, 1998, *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien.
- Nuytens, Williams, 2004, *La popularité du football. Sociologie des supporters à Lens et à Lille*, Arras, Artois presses université.
- Pasquier, Romain et Weisbein, Julien, 2004, « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire », *Politique européenne*, n° 12, 5-21.
- Rizzitelli, Rico et Jeannes, Damien, 2008, « Bords de Meuse », *So Foot*, n° 51, 52-57.
- Robert, Cécile, 2008, « Expertise et action publique » in O. Borraz et V. Guiraudon (dir.) *Politiques publiques. 1. La France dans la gouvernance européenne*, Paris, Presses de Sciences po.
- Roversi, Antonio et Balestri, Carlo, 2000, « Italians ultras today : change or decline ? », *European journal on criminal policy and research*, n° 8, 183-199.
- Smith, Andy, 2001, *La passion du sport. Le football, le rugby et les appartenances en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Sommier, Isabelle, 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.
- Touraine, Alain ; Wieviorka, Michel et Dubet, François, 1984, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.
- Tsoukala, Anastassia, 2001, « La gestion policière du hooliganisme : Angleterre, Italie, Pays-Bas » in J.-C. Basson (dir.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, 159-174.
- Tsoukala, Anastassia, 2010, *Hooliganisme en Europe. Sécurité et libertés publiques*, Québec, Athéna.
- Vaquin, David et Blandin, Quentin, 2008, « Les dindons de la farce », *So Foot*, n° 53, 12.
- Warin, Philippe, 1999, « Les ressortissants dans les analyses des politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 1, 103-120.